

(Crise du coronavirus:) l'État doit agir

20.03.2020

D'un coup d'oeil

Dans la crise actuelle, une fois n'est pas coutume, il ne faut pas être trop pointilleux, également sous l'angle politique, car nous risquons sinon d'assister à une réaction en chaîne dans l'économie.

En principe c'est aux entreprises d'assumer le risque entrepreneurial. Si la demande pour leurs produits diminue, elles doivent prendre les mesures qui s'imposent. Si les entreprises n'y parviennent pas, elles disparaissent. L'État ne doit pas intervenir et retarder artificiellement les changements structurels au moyen de mesures de soutien.

Aujourd'hui, cependant, nous sommes dans une situation complètement différente. L'État interdit à de nombreuses entreprises suisses de poursuivre leurs activités afin de protéger la population d'une propagation du coronavirus. economiesuisse soutient les mesures de protection même si elles sont massives et drastiques pour l'économie. Les restaurants n'ont pas pu utiliser leurs stocks, personne n'a pu emprunter les pistes de ski qui ont été préparées et les magasins ne peuvent pas vendre leur collection de printemps. L'économie a été partiellement mise à l'arrêt du jour au lendemain.

LE DIABLE EST DANS LES DÉTAILS

Les entreprises concernées ne pouvaient pas prévoir cette évolution. Les interdictions ne sont pas comparables à un risque de marché que l'entrepreneur doit supporter seul. Lorsque la demande s'effondre en raison d'une récession, l'entreprise doit assumer ce risque. Il en va de même lorsque ses produits sont trop chers ou ne correspondent plus à la mode du moment. Aujourd'hui, c'est l'État qui a ordonné, du jour au lendemain, la fermeture des stations de ski, des restaurants et des magasins de vêtements. Du point de vue des entreprises concernées, les mesures étatiques équivalent à une expropriation partielle. Il est donc de la responsabilité de l'État de soutenir les entreprises qui, à la suite de ses décisions, se sont soudainement retrouvées dans de graves difficultés économiques.

Bien sûr, le diable est dans les détails. Quels entreprises soutenir, à hauteur de quel montant, faut-il mettre à disposition des liquidités ou verse-t-on aussi des aides à fonds perdu? Examinons les mesures défendables sous l'angle politique dans la situation difficile qui est la nôtre. Premièrement, il faut éviter, si possible, de créer de nouvelles structures. Une fois la crise terminée, ces dernières ont tendance à perdurer même si elles sont devenues inutiles. Deuxièmement, une institution unique ne pourra pas traiter la montagne des demandes, c'est impossible. Une solution centralisée au niveau de la Confédération ne serait pas adéquate. Des solutions décentralisées sont nécessaires. Troisièmement, le soutien devrait être accordé uniquement

aux entreprises solvables. Les entreprises qui ne sont pas viables et auraient disparu également sans la crise du coronavirus ne devraient pas être soutenues. Sinon, les montants prévus pour soutenir les entreprises concernées pourraient être insuffisants. Apporter un petit soutien à toutes les entreprises ne sert à rien.

Faire appel aux INSTITUTIONS EXISTANTES

Sur la base de ces trois points, des solutions doivent maintenant être trouvées rapidement en s'appuyant sur les institutions existantes. Bien que les associations de branche disposent de structures établies, elles ne peuvent agir contre les intérêts de membres individuels, ce qui est problématique. Cela est indispensable pour éviter de maintenir des structures qui ne sont pas viables. De nombreuses branches ont mis en place des structures professionnelles qui offrent des services communs tout en agissant indépendamment de l'association. Dans l'hôtellerie, par exemple, il s'agit de la Société suisse de crédit hôtelier (SCH), dans la restauration, de Gastroconsult ou, dans le cas des boucheries, de MT Metzger-Treuhand AG. Ces structures connaissent le marché et peuvent décider rapidement, sur la base des chiffres clés disponibles, si une entreprise est viable.

Les banques peuvent et doivent également apporter leur expertise. En particulier dans les secteurs qui ne disposent pas d'une structure appropriée, comme l'industrie textile par exemple. Les banques peuvent effectuer les vérifications nécessaires. Les cantons doivent également agir. Ils sont plus proches des PME que le gouvernement fédéral et disposent également des ressources financières nécessaires.

Mais soyons honnêtes: même si la mise en œuvre des mesures de soutien est organisée de manière décentralisée, comme nous le suggérons ici, elle ne peut pas être vraiment irréprochable sous l'angle politique. Il y aura des effets d'aubaine ici et là, ou alors des entreprises qui ne sont pas viables seront soutenues. Cela dit, une fois n'est pas coutume, il ne faut pas être trop pointilleux, également sous l'angle politique, car sinon il y a un risque de réaction en chaîne au sein de l'économie. C'est précisément parce que les dommages sont énormes que nous devons tout faire pour que l'économie suisse ne soit pas complètement mise à l'arrêt. Les entreprises doivent pouvoir continuer à produire, la construction doit se poursuivre et la logistique doit être maintenue. Nous avons besoin non seulement d'un système de santé qui

fonctionne, mais aussi d'une économie efficace pour garantir le maintien des emplois.

Ce texte a paru dans la NZZ le 20 mars 2020.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste,
membre de la direction